



University of Cape Town's

CHEMICALS NETWORK

Numéro : 4 de 2021

Date de discussion : 8 septembre 2021

Résumé de la discussion 4 2021

Pour prendre des décisions éclairées sur les risques pour la santé, la sécurité et l'environnement, il faut avoir accès à l'information et aux outils pour comprendre cette information. La communication des risques comporte plusieurs définitions, mais le concept de base est axé sur l'échange interactif d'information et d'opinions (perceptions des risques) concernant les risques (p. ex., sur les dangers chimiques dans ce cas), associée à l'exposition aux dangers et fournit des moyens de les gérer. Cette discussion du Réseau des produits chimiques de l'UCET s'intitulait « **Communication des risques** liés aux produits chimiques ». Pour voir la présentation PowerPoint et d'autres ressources pour cette discussion, cliquez [ici](#).

À PROPOS DES PRÉSENTATEURS



Le professeur Hanna-Andrea Rother est professeur et chef de la division de l'hygiène du milieu à l'École de santé publique et de médecine familiale de l'Université du Cap. Elle a travaillé dans le domaine de la gestion des risques liés aux produits chimiques et aux pesticides pendant plus de 30 ans dans les domaines de la recherche, de l'enseignement et du renforcement des capacités (p. ex., programmes universitaires, communautés de pratiques, formation diversifiée) dans les domaines de l'exposition, de la gestion des risques, de la communication des risques, l'élaboration et l'analyse de politiques et la perception des risques. Andrea a publié de nombreux articles et dirigé le développement de plus de 40 outils de communication des risques, particulièrement destinés aux populations peu alphabétisées et aux décideurs.



Le Dr Halshka Graczyk est spécialiste technique de la sécurité et de la santé au travail (SST) à l'Organisation internationale du travail (OIT) à Genève, en Suisse. Dans ce rôle, Halshka soutient le portefeuille des produits chimiques - qui couvre tous les secteurs d'activité et professions dans le monde entier et évalue les expositions dangereuses tout au long du cycle de vie des produits chimiques et des déchets. En outre, elle soutient plusieurs domaines techniques, notamment l'évaluation des risques liés à la SST, le SGH, les accidents industriels majeurs et le développement de politiques publiques, de programmes et de stratégies fondés sur des données probantes. Halshka est titulaire d'un doctorat avec spécialisation en SST, axé sur l'évaluation des risques nouveaux et émergents (Université de Lausanne, Suisse), d'une maîtrise en santé publique (Université Johns Hopkins, École de santé publique Bloomberg) et un baccalauréat en santé publique et en économie (Johns Hopkins University).



Le Dr Manal Azzi est spécialiste principal de la sécurité et de la santé au travail (SST) à l'Organisation internationale du Travail (OIT) basée à Genève, en Suisse. Au cours de ses 17 années au sein de l'OIT, elle a eu l'occasion de superviser des interventions dans le monde entier. Le Dr Azzi dirige actuellement l'équipe de sécurité et de santé au travail de l'OIT et gère les travaux sur la sécurité chimique et l'environnement et les activités de l'OIT sur les maladies non transmissibles, la promotion de la santé sur le lieu de travail, y compris l'amélioration du bien-être, la nutrition et la prévention du stress, les risques psychosociaux, la violence et la toxicomanie dans le monde du travail. Elle coordonne également la campagne de la Journée mondiale de la sécurité et de la santé au travail, qui se concentrera en 2021 sur le renforcement des systèmes de SST face à la pandémie de COVID-19. Elle gère actuellement un projet mondial visant à améliorer la SST dans les micro, petites et moyennes entreprises. Elle travaille également à faire progresser les systèmes de gestion de la SST et les conventions 155 et 187 de l'OIT, entre autres, pour développer des politiques et des programmes et renforcer les systèmes nationaux de SST dans de nombreux pays. Le Dr Azzi a publié plus de 15 rapports dans les domaines d'expertise mentionnés ci-dessus. Le Dr Azzi est titulaire d'un doctorat en sciences et politiques de la santé (Faculty of Health & Medical Sciences-University of Surrey, Royaume-Uni), d'une maîtrise en droit du travail, d'une maîtrise en droit du travail (University of Leicester), d'une maîtrise en nutrition et d'un baccalauréat en sciences de l'environnement et de la santé publique (American University of Beirut), et un diplôme en biochimie, en physiologie humaine et en éducation à la santé (Université de Sydney).



Baskut Tuncak, avocat principal et chef des services de consultation internationale à Leigh Day, dirige la pratique de consultation internationale du cabinet d’avocats en droit de l’environnement et des droits de la personne de Londres, Leigh Day, où il conseille des clients sur des questions relatives aux droits de la personne, la pollution et la santé au travail. Jusqu’à récemment, M. Tuncak était rapporteur spécial des Nations Unies sur les droits de l’homme et les substances et déchets dangereux (2014-2020), sur nomination par le Conseil des droits de l’homme. Au cours de son mandat, M. Tuncak a travaillé avec des États, des entreprises et des organisations internationales pour concevoir des mesures préventives et obtenir des recours pour les victimes. M. Tuncak siège au conseil consultatif de diverses initiatives gouvernementales et non gouvernementales dans le monde. Les postes précédents comprennent chercheur principal à l’Institut Raoul Wallenberg, un chercheur invité à l’American University Washington College of Law et avocat principal au Centre for International Environmental Law (CIEL). Il est professeur adjoint à l’Université Boğaziçi et fondateur de Common Rights.

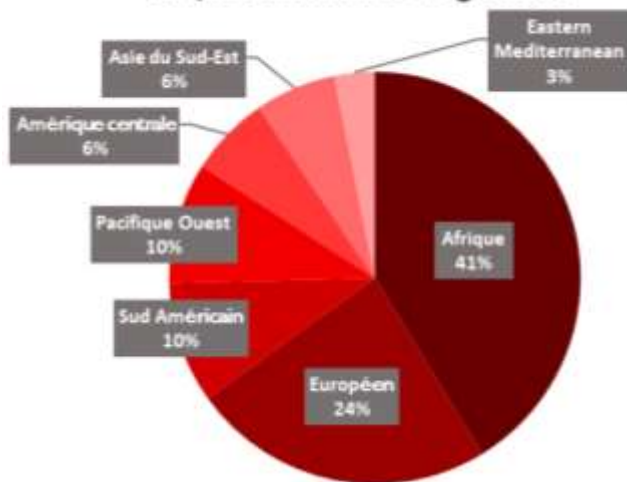


Le Dr Koebu Khalema est chargé de programme à l’Institut africain, le centre régional anglophone de Stockholm et la Convention de Bâle. Il travaille à l’Institut depuis 9 ans, diffusant des informations et exécutant des projets régionaux et nationaux dans le domaine des produits chimiques et de la gestion des déchets et y fournissant une assistance technique. Il a plus de 20 ans d’expérience dans ce domaine, à partir des années où il a été maître de conférences en chimie à l’Université nationale du Lesotho, et en tant que consultant indépendant avant de rejoindre le centre.

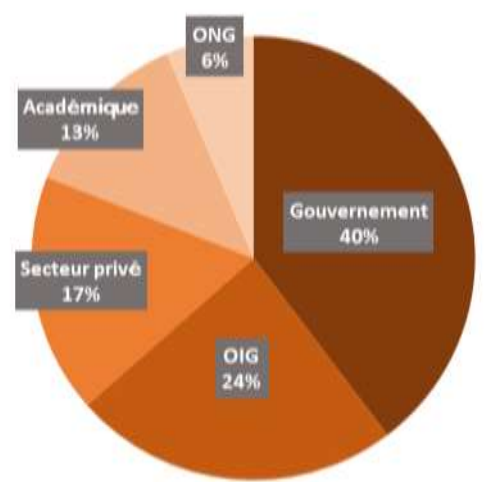
DISCUSSION de 2021 4 RÉPARTITION DES PRÉSENCES

Nombre de participants : 63
Femmes – 54 %
Hommes – 46 %

Représentation régionale



Représentation des parties prenantes



Clé :
OIG = Organisations intergouvernementales
ONG = Organisations non gouvernementales

MESSAGES CLÉS DE LA DISCUSSION

1. Plusieurs pays ont indiqué l’état de ratification de plusieurs normes internationales du travail, y compris des conventions clés de l’OIT, qui sont essentielles pour préparer le terrain pour l’accès à l’information et une bonne communication des risques.
2. De nombreux participants ont souligné la nécessité d’institutionnaliser l’adoption du SGH à travers les politiques nationales existantes et les mesures de mise en œuvre, ainsi qu’en intégrant la mise en œuvre du SGH dans les politiques et la législation nationales plutôt que de s’en remettre à l’adoption du SGH uniquement au niveau de l’organisation.
3. L’un des principaux points soulevés est que l’adoption du SGH devrait être prise en compte lors de la mise à jour ou de l’élaboration de politiques nationales **sur la santé et la sécurité au travail**.

4. **L'application** du SGH et d'autres lois pertinentes sur la communication des risques a été soulignée comme un domaine problématique qui doit être amélioré. Il est suggéré que lorsque les intervenants discutent avec les ministères de l'Environnement, de la Santé et du Travail de stratégies nationales, il faut promouvoir activement les mécanismes d'application de la loi.
5. On a souligné que, bien que **le droit à l'information et le droit de savoir soient importants pour** l'accès à l'information, **le droit de comprendre est encore plus important pour** s'assurer que des mécanismes sont en place pour comprendre l'information sur les risques. Une mauvaise interprétation de l'information peut entraîner une exposition inutile à des produits chimiques lorsque les utilisateurs ne comprennent pas l'information qui leur est fournie ni la façon de l'appliquer.
6. Aucune information sur les risques, surtout sous forme picturale, n'est intuitivement évidente. **La formation de tous les secteurs de la société est essentielle pour que les méthodes de communication des risques contribuent à protéger la santé et l'environnement contre l'exposition aux produits chimiques. En commençant par l'enseignement primaire.**

CONTRIBUTIONS DES PARTICIPANTS À LA DISCUSSION

La discussion a été structurée autour de trois questions. Les principaux points de discussion soulevés par les participants et organisés par thème ou pays (bien que non représentatifs) sont présentés sous chacun d'eux :

Question 1:

Comment le secteur du travail ou les intervenants syndicaux peuvent-ils jouer un rôle plus important dans la mise en œuvre du SGH à l'échelle nationale et dans la communication des risques au niveau du lieu de travail?

PAYS:	RÉPONSES DES PARTICIPANTS:
KENYA (ONG)	- Le faible nombre de pays qui ont ratifié la convention sur les produits chimiques est incroyablement décevant.
MALAISIE (Milieu universitaire)	- La mise en œuvre du SGH dans le secteur agricole serait difficile, car les références utilisées par les autorités nationales dans le secteur agricole sont les lignes directrices de l'OMS/FAO. - Certains pays ont décidé de ne pas mettre en œuvre le SGH dans le secteur agricole.
MYANMAR (Industrie)	- Les autorités du travail coopèrent avec les responsables HSE des secteurs national, régional et privé.
MYANMAR (IGO)	- Commencez par demander à l'employeur ou au fournisseur de prendre les mesures nécessaires pour accroître la sensibilisation à la communication des risques et au SGH. - Ils sont les contacts les plus étroits avec les utilisateurs/travailleurs finaux.
SIERRA LEONE (Gouvernement)	- Mener un engagement solide. - Sensibilisation du public. - Formation.
AFRIQUE DU SUD (Milieu universitaire)	- Le secteur du travail a pris les devants dans la mise en œuvre du SGH. - Il est bon de voir les liens entre les travaux de l'OIT sur la gestion des produits chimiques et leur pertinence pour d'autres secteurs – cela encourage une rupture des silos. - Des recherches menées en Afrique du Sud ont montré que la formation sur les codes de couleur de toxicité met en évidence une mauvaise compréhension de ces codes. - Les agriculteurs ont interprété une toxicité élevée comme signifiant une concentration plus élevée dans le produit, ce qui fait qu'il est meilleur. - On a consacré beaucoup de temps à corriger ce malentendu afin de réduire l'exposition aux produits toxiques et leur mauvaise utilisation. - Au niveau des administrations locales, les services de santé municipaux et les règlements administratifs applicables devraient être harmonisés au niveau national. - La main-d'œuvre a vraiment besoin d'être habilitée par des politiques nationales et organisationnelles.
AFRIQUE DU SUD (Gouvernement)	- La mise en œuvre du SGH en foresterie diffère de l'agriculture. - Dans l'AS, le ministère de l'Emploi et du Travail a promulgué une nouvelle loi en conformité avec le SGH intitulée « Règlement sur les agents chimiques dangereux ».

	<ul style="list-style-type: none"> - Cela permettra de s'assurer que les entreprises de produits chimiques se conforment au SGH et que les employeurs se conforment aux règlements de SST en ce qui concerne les produits chimiques dangereux et la biosurveillance. - Il y a des questions différentes pour la foresterie qui ne s'appliquent pas à l'agriculture commerciale.
SUISSE (IGO)	<ul style="list-style-type: none"> - Les services d'inspection du travail ont également un rôle à jouer pour assurer l'application du SGH et des dispositions connexes sur la SST. - La sylviculture fait partie de l'agriculture, elle est donc couverte par des conventions liées à l'agriculture (par exemple C184 et autres). - L'harmonisation à tous les niveaux est essentielle.
TANZANIE (ONG)	<ul style="list-style-type: none"> - Cela devrait commencer par les politiques nationales, car parfois les lois du travail n'assurent pas l'application. - L'application de la loi n'est pas prise au sérieux, en particulier par les travailleurs et pour assurer la compréhension des risques associés aux produits chimiques.
ZIMBABWE (Industrie)	<ul style="list-style-type: none"> - Le secteur du travail devrait être le fer de lance du plaidoyer pour que le SGH devienne une loi et devrait travailler en étroite collaboration avec les secteurs/ministères de l'Environnement, de la Santé et de l'Économie pour informer les décideurs sur l'importance du SGH. - Le secteur du travail devrait se concentrer sur la présentation des pertes économiques subies en raison de la mortalité et de la morbidité causées par l'exposition, et le fardeau accru de la maladie pour le pays causé par l'exposition.
COMMENTAIRES DU PRÉSENTATEUR	<p>Question: La nouvelle illustration du SGH de l'OIT montre-t-elle comment lier le C170 au SGH?</p> <ul style="list-style-type: none"> - Oui. - Il existe un tableau récapitulatif de ce qui est couvert et des dispositions spécifiques du C170 énumérées dans l'annexe (avec tous les autres instruments également).

Tout au long de la discussion, des sondages informels ont été menés pour encourager la discussion entre les participants. Ils ne fournissent pas de données représentatives, mais plutôt un aperçu des points de vue des participants.

Résultats du sondage 1 (N = 22)

Savez-vous si des normes du travail/conventions de l'OIT ont été ratifiées dans votre pays ? Si oui, veuillez indiquer lesquels et indiquer le nom de votre pays.

Oui: 15

No : 7

Les pays qui ont dit oui:	
	Normes ou conventions ratifiées
Colombie	C170, C174
Hongrie	73 conventions ratifiées
Iran	C029, C100, C105, C111
Malaisie	C155, C187
Afrique du Sud	27 conventions de l'OIT et règlements HCA
Corée du Sud	C187, C155, C139, C162 et C170

Résultats du sondage 2 (N = 13)

Votre pays a-t-il ratifié la Convention 170 (C170 – Convention sur les produits chimiques)?



Résultats du sondage 3 (N = 5)

À votre avis, dans l'industrie ou en milieu de travail, les dispositions du C170 pourraient-elles être utiles pour satisfaire aux exigences du SGH? Veuillez expliquer.

Oui (n = 4):

- « Oui, ce serait une base pour les exigences du SGH. »
- « Oui, il est fortement recommandé que les dispositions du C170 soient utiles. »
- « Oui, les exigences de communication des risques dans le C170 aideraient les industries. »
- « Oui »

Non (n = 1):

- « Je ne connais pas bien C170. »

Question 2:

Quels sont les outils ou les mécanismes qui doivent être en place pour garantir le droit des travailleurs de savoir en ce qui concerne les risques liés aux produits chimiques sur le lieu de travail?

PAYS:	RÉPONSES DES PARTICIPANTS:
IRAN (Milieu universitaire)	<ul style="list-style-type: none">- La FS doit être disponible.- Fiches d'information affichées sur les grands tableaux.- Grands panneaux utilisés pour communiquer les risques et les dangers.- Les manuels d'instructions dans les laboratoires, les fermes, les usines et les autres lieux de travail doivent être fournis.- Un poste de lavage pour les yeux et des postes de douche en cas d'urgence devraient être fournis.- Les étiquettes et l'équipement de sécurité des travailleurs des pesticides agricoles doivent être fournis et expliqués.- Des inspections régulières du lieu de travail doivent être effectuées.- Des visites guidées doivent être effectuées sur place pour évaluer visuellement les types d'équipement, les pratiques de travail et les dangers potentiels qui pourraient être dangereux pour les travailleurs.- Des entretiens avec les travailleurs et les gestionnaires peuvent également être effectués.- La création de cartes des dangers est également une bonne approche.
MALAISIE (Gouvernement)	<ul style="list-style-type: none">- Essais de compréhension.
MONTÉNÉGRO (Gouvernement)	<ul style="list-style-type: none">- Formation sur le travail sécuritaire et l'évaluation des risques en milieu de travail
MYANMAR (IGO)	<ul style="list-style-type: none">- Créer légalement une obligation d'information pour l'employeur et un droit de retrait pour le travailleur si l'information n'est pas disponible.- L'inspection des lieux de travail peut également être effectuée.- Un comité de SST sur le lieu de travail et un système de gestion de la SST devraient examiner et informer le droit des travailleurs de savoir.
MYANMAR (Industrie)	<ul style="list-style-type: none">- Disposer d'outils de communication des dangers, d'une évaluation des risques chimiques, d'une formation pertinente sur l'entreposage et la manutention des produits chimiques, l'approbation de l'inspecteur de produits chimiques sont des outils de base.- Les risques chimiques pour les travailleurs dans les langues locales sont importants.
AFRIQUE DU SUD (Milieu universitaire)	<ul style="list-style-type: none">- Une approche intégrée et intergouvernementale qui englobe l'éducation à l'école et la formation des travailleurs.- Plus de pays devraient inscrire dans la législation le droit à la compréhension.- L'industrie doit être tenue responsable non seulement d'avoir des étiquettes, mais aussi des documents ou des codes QR qui expliquent ce que l'information signifie dans l'emballage.- Les premiers programmes d'accueil ou d'orientation pour les nouveaux travailleurs ou les transferts devraient être faits.- Ensuite, la disposition claire du lieu de travail et le stockage et le flux des produits chimiques utilisés peuvent suivre.

	<ul style="list-style-type: none"> - Ces informations doivent ensuite être renforcées en permanence par des étiquettes. - Des programmes de formation en santé et sécurité au travail pour les travailleurs peuvent être mis en œuvre. - Le dépôt en milieu de travail doit être inclus. - La surveillance et le suivi médicaux et environnementaux aideront également. - L'UCT a mis au point l'outil d'essai de compréhension pour le SGH. Malheureusement, les tests de compréhension du SGH n'ont été effectués qu'une fois que les pictogrammes, etc. ont été acceptés et que de nombreux pays ont continué d'indiquer comment ils allaient les changer! - Envisager un outil similaire à celui utilisé par l'OMS - 5 clés pour la sécurité alimentaire - Des émissions quotidiennes aux travailleurs sur certains produits chimiques peuvent également être établies ainsi que des annonces cohérentes pendant les pauses sur les interphones.
AFRIQUE DU SUD (Gouvernement)	<ul style="list-style-type: none"> - Formation appropriée sur les étiquettes et les FDS dans la langue de l'utilisateur - L'AS compte 11 langues officielles et seulement 2 d'entre elles figurent sur les étiquettes des pesticides. - Les codes de couleur ne fonctionnent pas, car certaines personnes sont aveugles de couleur rouge/vert - ce qui est un énorme problème.
SWITZERLAND (IGO)	<ul style="list-style-type: none"> - Very interesting re: risk communication vs. comprehension, an important lesson learned - Some provisions from certain ILO Conventions indicate that the right to information also includes provisions for appropriate training for workers towards comprehension and not just information.
TANZANIA (NGO)	<ul style="list-style-type: none"> - Language barrier should be the first thing to be emphasized on, because most the chemical are imported in a language workers cannot understand easily.
Unknown	<ul style="list-style-type: none"> - Employers do not feel safety and health of workers as their responsibility legally and even moral

Résultats du sondage 4 (N = 16)

Connaissez-vous des mécanismes (outils (p. ex., FDS) ou des lois) ou avez-vous de l'expérience en matière de transparence de l'information sur les produits chimiques importés?

Lacunes dans la législation sur les mécanismes existants (n = 2):

- "En Afrique du Sud, il n'y a pas de législation exigeant l'inscription de produits chimiques dans des produits tels que les retardateurs de flamme."
- " Non. »

Mécanismes insuffisants (n = 7):

- « Les SDS sont là mais dans une langue que les travailleurs ne comprennent pas. Peu d'entre eux peuvent comprendre les directives sur la FDS.
- « La FDS ne contient pas nécessairement toutes les informations nécessaires. J'ai découvert que certaines entreprises de pesticides utilisaient des numéros CAS incorrects sur leur FDS pour donner l'impression que leurs produits étaient « plus sûrs » qu'ils ne le sont.
- "Certaines limitations si vous traitez avec CBI."
- "Pas tout. Certains produits chimiques importés sont des mélanges, et il n'est pas mentionné exactement quels ingrédients chimiques ils contiennent. Si certains importateurs ne décrivent que des noms commerciaux, les utilisateurs doivent vérifier auprès de la FDS pour obtenir plus d'informations.
- "Les produits chimiques importés sont souvent décantés dans d'autres conteneurs et vendus comme d'autres produits."
- « Les produits chimiques importés doivent être conformes à la législation locale sur l'étiquetage, la FDS, la classification. Certains produits chimiques sont livrés avec une FDS incomplète et des produits chimiques mal classés conformément à la législation locale. La législation locale exige deux langues. Certains ne sont pas venus dans les deux.
- « Les produits chimiques importés par les canaux de retour trouvés sur les marchés chinois en chinois ne sont donc pas lisibles pour l'utilisateur sud-africain moyen. »

Mécanismes existants (n = 7):

- « Outils d'information, formation pour un travail sûr, évaluation des risques sur le lieu de travail et contrôles d'inspection. »
- « Gestion des risques – ISO/SANS ».
- « Au Monténégro, nous avons 127 produits chimiques sur la liste. »
- « Oui – Malaisie. »
- « Iran – Je connais certains pesticides, je connais aussi les pesticides obsolètes. Maintenant, nous sommes confrontés à des stocks de pesticides obsolètes dans certains pays en développement. »
- « Au Zimbabwe, nous avons une législation exigeant que les substances dangereuses importées portent des étiquettes conformes au SGH (SI 268 de 2018). »
- « Il y a des législations.

Sondage 5 Résultats (N = 10)

Selon vous, quels outils sont complémentaires au SGH et doivent être mis en place pour les travailleurs peu alphabétisés afin de promouvoir leur droit de savoir?

Formation et sensibilisation (n = 6):

- « La formation de sensibilisation est très importante. »
- « Programmes de formation en santé et sécurité au travail pour les travailleurs, évaluations des risques, initiation au lieu de travail, surveillance médicale et environnementale, et contrôle de surveillance et d'inspection. »
- « Le SGH devrait être inclus dans les programmes d'études primaires et secondaires. »
- « Former les travailleurs afin qu'ils soient capables de comprendre la signification des étiquettes sur les produits chimiques. »
- « Réunion de la boîte à outils avant le démarrage ou la manipulation de tout produit chimique sur le lieu de travail. »
- « Une approche participative pour développer la compréhension parmi toutes les personnes concernées, c'est-à-dire les travailleurs et les employeurs ainsi que les régulateurs.

Outils et mécanismes fixes (n = 2):

- Fiches signalétiques disponibles, fiches d'information sur de grands panneaux, de grands panneaux, des livres d'instructions appropriées sur le lieu de travail, une station de lavage des yeux, une douche pour les travailleurs des pesticides agricoles, des étiquettes de pesticides et des équipements de sécurité.
- « Étiquetage des zones, étiquette/pictogrammes dans les langues maternelles, affiches à faire et à ne pas faire. »

Mécanismes juridiques (n = 2):

- "Cela devrait être une exigence légale que les industries doivent inclure avec leurs produits, des informations sur ce que signifient les risques de précaution et les informations de sécurité."
- « Il devrait y avoir une obligation légale pour les employeurs d'informer - cela devrait être suivi d'une application et d'un contrôle. Les comités de travailleurs doivent également être responsabilisés par le biais de la formation afin qu'ils transmettent à leurs membres l'importance de la sécurité chimique.

Étude de cas:

Sondage 6 Résultats (N = 6)

Avez-vous des exemples d'autres études de cas de communication sur les risques chimiques avec les travailleurs dans votre pays? Veuillez indiquer votre pays et des exemples.

Iran (n = 1):

- « Oui, lorsqu'il travaillait comme consultant pour la plus grande entreprise iranienne de production de pesticides, dans l'usine aidant les travailleurs pour les problèmes de sécurité (il y a 20 ans) en leur fournissant des fiches de sécurité, des photos, des graphiques sur les gants de sécurité, les combinaisons, les masques. »

Monténégro (n = 1):

- "Au Monténégro, nous avons la performance SST NAPO dans le royaume des produits chimiques à la maternelle."

Afrique du Sud (n = 3):

- « DFFE : NRM a modifié notre politique en matière de pesticides et mis à jour notre communication sur les risques avec les travailleurs lors de nos discussions sur la boîte à outils en mettant l'accent sur les impacts sur la santé humaine et les expositions aux pesticides et sur les raisons pour lesquelles nous n'utilisons pas certains des pesticides que nous avons utilisés dans le passé. »
- « En Afrique du Sud, nous avons également développé du matériel de sensibilisation qui est partagé avec le public et les écoles lors de l'organisation d'ateliers de sensibilisation sur les produits chimiques ciblés à l'époque. »
- « En Afrique du Sud, nous avons développé des autocollants avec les pictogrammes du SGH et les avons distribués à différentes catégories de travailleurs et au public.»

Inconnu (n = 1):

- "Nous avons développé une sorte de symbole de crâne et d'os croisés pour indiquer et montrer comment les résidus de pesticides peuvent se trouver sur les vêtements des travailleurs et être transportés dans la maison."

Sondage 7 Résultats (N = 5)

Dans votre pays, existe-t-il des programmes de formation continue ou de sensibilisation sur la communication et la prévention des risques chimiques?

Brésil (n = 1):

- « Dans notre Centre régional/CETESB/Brésil a développé la directive sur le plan de préparation pour les communautés exposées au risque technologique d'origine chimique.

Iran (n = 1):

- « Oui, après de nombreuses années de travail par moi-même et d'autres universitaires, nous avons maintenant un certain type de ces sessions régulières. »

Malaisie (n = 1):

- "Oui et non. Initialement oui, mais maintenant, dans le cadre du plan directeur de SST, nous intégrons la SST, y compris les produits chimiques, dans le programme et les modules de l'école, de l'université.

Afrique du Sud (n = 1):

- « Oui. DFFE : NRM a des programmes de sensibilisation à travers notre programme de formation. »

Inconnu (n = 1):

- « Les praticiens de la santé environnementale des gouvernements nationaux et locaux intègrent la sensibilisation aux risques chimiques dans la promotion et l'éducation à la santé, en particulier dans le programme de lutte contre le paludisme. »

Ressources clés :

- **Communication des risques pour la gestion des risques chimiques, atelier de l'OCDE, Berlin, Allemagne, 18-20 septembre 2000.**
- Rother HA (2014) **Communiquer les résultats de la recherche sur la neurotoxicité des pesticides et les risques aux décideurs et au public.** Neurotoxicologie 45: 327-337. <http://dx.doi.org/10.1016/j.neuro.2014.03.001>
- **Le SGH dans le monde du travail : cartographie des synergies entre les instruments de l'OIT et le Système général harmonisé de classification et d'étiquetage des produits chimiques (SGH)**
Ce rapport examine les synergies essentielles entre le SGH et les NIT de l'OIT sur les produits chimiques et la SST, dans le but de promouvoir la mise en œuvre du SGH et un plus grand engagement du monde du travail envers la gestion rationnelle des produits chimiques.
https://www.ilo.org/global/topics/safety-and-health-at-work/news/WCMS_818523/lang--en/index.htm
- **Un guide en 5 étapes pour les employeurs, les travailleurs et leurs représentants sur la conduite d'évaluations des risques sur le lieu de travail**
https://www.ilo.org/safework/info/publications/WCMS_232886/lang--en/index.htm
- **Kit de formation sur l'évaluation et la gestion des risques sur le lieu de travail pour les petites et moyennes entreprises**
https://www.ilo.org/global/topics/safety-and-health-at-work/resources-library/training/WCMS_215344/lang--en/index.htm
- **Normes internationales du travail sur la sécurité et la santé au travail**
<https://www.ilo.org/global/standards/subjects-covered-by-international-labour-standards/occupational-safety-and-health/lang--en/index.htm>
- **Le SGH dans le monde du travail: cartographie des synergies entre les instruments de l'OIT et le Système général harmonisé de classification et d'étiquetage des produits chimiques (SGH)**
Ce rapport examine les synergies essentielles entre le SGH et les NIT de l'OIT sur les produits chimiques et la SST, dans le but de promouvoir la mise en œuvre du SGH et un plus grand engagement du monde du travail envers la gestion rationnelle des produits chimiques.
https://www.ilo.org/global/topics/safety-and-health-at-work/news/WCMS_818523/lang--en/index.htm

Réseau chimique: Le Chemical Network est un forum en ligne non partisan établi par la Division de la santé environnementale (DEH) de l'École de santé publique et de médecine familiale de l'Université du Cap (UCT). Il a été créé dans le cadre d'un projet de gestion et de partage des connaissances soutenu par l'Autorité suédoise des produits chimiques (KemI).

Ce forum a été réalisé avec l'aide financière de la Suède, par l'intermédiaire de l'Agence suédoise de coopération internationale pour le développement (SIDA), organisée par l'Agence suédoise des produits chimiques (KemI). Les opinions exprimées ici ne doivent pas être considérées comme reflétant l'opinion officielle de la SIDA ou de l'Agence suédoise des produits chimiques.

Si vous avez des questions ou avez besoin d'éclaircissements sur cette initiative, veuillez contacter UCT au chimiquelistserver@gmail.com.

Si vous n'êtes pas déjà membre, pour rejoindre le Réseau Chimique à: <https://forms.office.com/r/Lk1tgAL6DF>

Clause de non-responsabilité: Les informations contenues dans ce condensé représentent les opinions des membres participant des différents groupes de parties prenantes exprimées au cours de la discussion. Les opinions exprimées dans ce document ne représentent pas nécessairement l'opinion ou la politique déclarée de l'Agence suédoise des produits chimiques (KemI) ou DEH UCT, et la citation de noms commerciaux ou de procédés commerciaux ne constitue pas une approbation.